

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Grèce

En avant Syriza !

- International - Europe -

Date de mise en ligne : samedi 3 janvier 2015

Démocratie & Socialisme

Le Premier ministre grec de droite, Antonis Samara, avait décidé d'avancer l'élection du Président de la République pour couper l'herbe sous le pied au principal parti de la gauche grecque, Syriza, qui ne cessait de progresser dans les sondages depuis sa victoire aux élections européennes de juin 2013.

La manoeuvre de Samara a été un fiasco complet. Il fallait les voix de 180 députés sur 300 députés au 3e tour de cette élection, le 29 décembre, pour faire élire le candidat de la droite et du Pasok, l'ancien commissaire européen, Stravos Dimas. Ce dernier n'en a obtenu que 168, malgré les pressions et les tentatives de corruption dénoncées par la gauche grecque.

Maintenant, Antonis Samara est obligée d'appliquer la Constitution grecque et de dissoudre le Parlement. Les élections législatives anticipées ont été fixées au 25 janvier 2015.

Le quadruple échec de Nouvelle démocratie et du Pasok

La politique menée par Nouvelle Démocratie et le Pasok (le Parti socialiste grec) a provoqué une quadruple catastrophe.

Une catastrophe sociale tout d'abord

Entre 2008 et 2013, le niveau de vie moyen de la population grecque a chuté de 35 %. 26,5 % de la population active est, aujourd'hui, au chômage.

La Troïka (FMI, Banque Centrale européenne, Commission européenne) a imposé une diminution du salaire minimum de 22 % (32 % pour les moins de 25 ans), une baisse des retraites de 22 %. Le taux de TVA est passé de 19 à 23 %. Les entreprises privées ont pu licencier à tour de bras sans aucune contrainte. L'impôt sur les sociétés a été réduit, les impôts payés par les salariés ont augmenté, notamment une taxe foncière particulièrement injuste. Les salariés du secteur public ont été victimes de multiples charrettes de licenciements. En juin 2012, la radio-télévision publique (ERT), a été brutalement fermée, du jamais vu, même sous la dictature des colonels. Les allocations sociales ont connu une baisse brutale. Les Grecs ne trouvent plus de médicaments et les hôpitaux publics n'ont plus les moyens de soigner la population.

Une catastrophe économique ensuite

En massacrant les salaires, le droit du travail et l'emploi, l'Union européenne, le FMI et les gouvernements grecs de Papandréou et de Samaras ont du même coup écrasé la demande intérieure grecque. La généralisation de l'austérité dans toute l'Europe a passé au pilon la demande extérieure grecque : 80 % des exportations de la Grèce ont pour destination l'Union européenne.

La Grèce est en récession depuis 2008 ! Le PIB a diminué de 26 % depuis cette date. L'équivalent, en France, d'une diminution de 525 milliards d'euros du PIB.

Une catastrophe financière

La dette publique grecque s'élevait à 113 % du PIB grec en 2009, après qu'ait été révélé le maquillage des comptes publics par la droite de Karamanlis, le dirigeant de Nouvelle Démocratie. Elle atteint aujourd'hui 176 % du PIB de la Grèce, malgré la restructuration de cette dette publique réalisée à l'initiative de ses créanciers. L'Union européenne qui avait juré que, jamais au grand jamais, la dette grecque ne serait restructurée, a dû accepter, en catastrophe, une restructuration de 107 milliards d'euros de la dette publique grecque en mars 2012.

Les banques se sont débarrassées d'une partie des titres de la dette publique grecque qu'elles détenaient aux dépens de la Banque centrale européenne (la BCE) qui en possède maintenant 38 %. Les États européens sont donc maintenant responsables de 38 % de la dette publique grecque à proportion de leur apport au capital social de la BCE. Cet apport est environ de 20 % pour la France qui a ainsi récupéré 7,6 % des 250 milliards d'euros de la dette grecque, soit 19 milliards d'euros qui ne sont pas comptabilisés dans la dette publique française. Les banques privées ont réussi, avec la restructuration de la dette grecque, menée à leur initiative, à se débarrasser d'une partie de leurs créances aux dépens de la BCE. C'est depuis le début de la crise financière de 2007-2008, le même schéma qui ne cesse de se reproduire : **les dettes privées, notamment celles des banques, sont mises à la charge directe ou indirecte des États et donc, vu les impôts payés par les sociétés, essentiellement à la charge du salariat.** Il reste moins de 30 % de la dette publique grecque aux mains de fonds de pension, de fonds spéculatifs, de compagnies d'assurance et de banques privées (européennes ou non), plus de 70 % de la dette étant, maintenant, détenu par l'Union européenne, le Mécanisme de stabilité financière, la BCE ou le FMI.

Une catastrophe politique pour les partis de la coalition gouvernementale

À la suite de ces trois catastrophes, Nouvelle Démocratie est arrivée en deuxième position, derrière Syriza aux élections européennes de juin 2013.

Le petit parti de gauche, Dimar, qui avait accepté de participer à la coalition gouvernementale n'a recueilli que 1,20 % des suffrages aux élections européennes de juin 2014. Il a cessé sa participation et son soutien au gouvernement d'Antonis Samara.

Le troisième larron de la coalition, le PASOK n'en finit pas de dégringoler. Il avait obtenu 43,92 % des voix aux élections législatives d'octobre 2009 et seulement 12,28 % aux législatives de juin 2012. Après n'avoir obtenu que 8,02 % des suffrages avec une coalition (l'Olivier) qui ne comptait pas moins de 6 partis, il est aujourd'hui crédité de 3 à 4 % dans les derniers sondages. Pire, ce parti est en voie d'éclatement entre une fraction fidèle au ministre des Finances d'Antonis Samara, Evangelos Vénizelos, et une autre, dirigée par l'ancien Premier ministre Georges Papandréou. **Une leçon qui devait être méditée par tous les partis socialistes européens qui mettent en oeuvre les politiques d'austérité et de « réformes structurelles » de la Commission européenne et du TSCG.**

Les « plans de sauvetage » de la Grèce

Le ministre des Finances espagnol, Luis de Guido, a le premier donné le ton de la campagne qu'allait mener les dirigeants de la droite européenne en affirmant que la Grèce avait bénéficié de la solidarité des pays européens. « *Grâce à ce financement que la Grèce ne pouvait obtenir sur les marchés, elle a pu maintenir tous ses services publics* ». C'est un mensonge pur et simple mais certainement appelé à un grand avenir dans les semaines qui vont précéder les élections législatives grecques.

Les services publics grecs ont été sabordés, des dizaines de milliers de fonctionnaires licenciés, les entreprises publiques vendues aux multinationales allemandes et françaises, notamment.

Surtout, les Grecs n'ont jamais vu la couleur d'un seul des 240 milliards d'euros qui lui ont été soi-disant versés par l'Union européenne et le FMI. Les sommes versées par ces deux entités sont allées directement sur un compte spécial (instauré à la demande expresse d'Angela Merkel et de Nicolas Sarkozy) dont la seule fonction est de rembourser les détenteurs des titres de la dette publique grecque (les banques et les assurances) au fur et à mesure de leur arrivée à échéance. **Les plans de sauvetage de la Grèce étaient, en fait, des plans de sauvetage des banques et des compagnies d'assurance.**

Syriza largement en tête dans les sondages

Aux élections législatives de juin 2012, Syriza était arrivé en 2e position derrière Nouvelle Démocratie (26,89 % contre 29,66 %) mais l'avait emporté aux dernières élections européennes de juin 2013, avec près de 4 points d'avance sur Nouvelle Démocratie (26,58 % contre 22,71 %). Dans les derniers sondages, à moins d'un mois d'une élection à un seul tour, Syriza est crédité de 28 à 30 % des suffrages avec 3 à 6 points d'avance sur « Nouvelle Démocratie ».

La victoire ne sera pas facile

Antonis Samara est déjà entré en campagne sur le thème : « Nouvelle démocratie ou le chaos ». La Grèce n'est-elle pourtant pas déjà en plein chaos du fait de la soumission du gouvernement qu'il dirige aux exigences de la Troïka (FMI, BCE, Commission européenne) ?

Mais Antonis Samara a le soutien de la Finance et de la Commission européenne.

La Finance a peur

La restructuration de la dette grecque, non à l'initiative des banques mais à celle d'un gouvernement de gauche dirigé par Alexis Tsipras, pourrait donner des idées à tous les peuples européens qui subissent aujourd'hui des politiques d'austérité et paient, chaque année, des dizaines de milliards d'euros d'intérêt aux rentiers détenteurs des titres de leurs dettes publiques. Et comme d'habitude, quand elle a peur, la Finance vote avec ses bulletins de vote, les taux d'intérêts. Le taux d'intérêt exigé par les marchés financiers pour acquérir des titres de la dette grecque à 10 ans s'élevait à 5 % en juin 2013, il est à plus de 9 % fin décembre.

Antonis Samara prédit la « faillite » de la Grèce en cas de victoire de Syriza, oubliant qu'un état n'est pas une entreprise, qu'il ne peut pas faire « faillite » et voir ses actifs vendus à l'encan. Celui qui vend les entreprises publiques et les îles grecques, c'est Samara. Un État a le droit souverain de refuser de rembourser une dette publique qu'il estime illégitime si ses créanciers refusent de négocier et de restructurer cette dette. Ce sera alors à ses créanciers de savoir s'ils veulent vraiment prendre ce risque.

Le milliardaire américain John Paul Getty avait correctement apprécié ce type de situation : « *Si vous devez cent dollars à la banque, c'est votre problème. Si vous devez cent millions de dollars à la banque, c'est le problème de la banque* ». La dette publique grecque s'élève à près de 250 milliards d'euros. Il est donc fort possible que les créanciers de la Grèce finissent par accepter de discuter de la restructuration de la dette grecque, plutôt que de risquer de tout perdre.

La Commission européenne a peur

La victoire de Syriza sera une lourde défaite pour la Commission européenne. Ce serait reconnaître qu'elle a été incapable de résoudre le problème de la dette publique d'un pays qui ne pèse que 2 % du PIB de la zone euro. Ce serait reconnaître que la crise de l'euro n'avait disparu que provisoirement et qu'il lui faudrait accepter de renégocier la dette grecque pour ne pas faire éclater la zone euro.

Jean-Claude Juncker (celui qui a été pendant 18 ans le Premier ministre d'un État qui aidait 340 multinationales dont 58 françaises à échapper à l'impôt) a déclaré qu'il ne souhaitait pas que « *des force extrêmes arrivent au pouvoir* » en Grèce, mettant dans le même sac les néo-nazis d'« Aube dorée » et un parti de gauche, progressiste, Syriza.

Pierre Moscovici, lors de sa visite à Athènes, n'a pas hésité à soutenir le candidat à la présidence de la République de Nouvelle Démocratie, un parti qui avait pourtant osé faire sortir de prison deux députés d'« Aube dorée », pour leur permettre de voter pour le candidat d'Antonis Samara !

En cas de victoire, Syriza devra (c'est le plus probable) chercher un ou des alliés.

La Constitution grecque accorde une prime de 50 députés supplémentaires au parti arrivé en tête mais cela ne sera sans doute pas suffisant. Syriza devra sans doute, au minimum, s'allier avec Dimar. Le dernier parti stalinien d'Europe, le KKE, refuse toute alliance avec le parti d'Alexis Tsipras.

Le programme de Syriza

Alexis Tsipras avait annoncé les grandes lignes du programme de Syriza, le 13 septembre dernier, à l'exposition de Thessalonique.

- ▶ **1. Mesures pour remédier à la crise humanitaire** : énergie électrique gratuite pour 300 000 familles pauvres ; coupons-repas pour 300 000 familles ; soins médicaux gratuits pour tous ; mesures en faveur des petites retraites ; réduction des prix des transports publics.
- ▶ **2. Mesures pour la relance de l'économie** : arrêt de la surimposition du salariat, des petits agriculteurs et des petits commerçants ; arrêt des saisies (ordonnées par les banques) des résidences principales de moins de 300 000 euros ; effacement des dettes des personnes sous le seuil de pauvreté.
- ▶ **3. Plan national de lutte contre le chômage et d'amélioration de la situation du marché du travail** : restauration du salaire minimum à 751 euros (il avait été diminué de 22 % et même de 32 % pour les moins de 25 ans) ; restauration du droit du travail et des conventions collectives et du principe de la prorogation des avantages acquis ; plan de création de nouveaux emplois dans les secteurs publics, privés et dans ceux de l'économie sociale ; élargissement des catégories bénéficiaires de l'allocation chômage.
- ▶ **4. Reconstruction institutionnelle et démocratique de l'État** : arrêt des cycles successifs de licenciements dans le secteur public ; arrêt de toute privatisation ; introduction de l'initiative législative populaire, du veto populaire et du referendum d'initiative citoyenne.

Le financement de ce programme proviendra de deux sources. La 1^{re} est une réforme fiscale qui mettra à contribution les grands propriétaires fonciers, les armateurs, les grandes sociétés, grâce à un impôt sur le revenu fortement progressif et à un impôt sur les sociétés qui ne soit plus la passoire qu'il est aujourd'hui. La 2^e est la renégociation de la dette publique grecque. Une dette qui n'est de toute façon pas remboursable mais dont les intérêts étouffent l'économie et la société grecque.

Soutenons Syriza !

Tout gouvernement, tout parti de gauche, en Europe, devrait appeler et aider à la victoire de Syriza.

Pour soutenir le peuple grec qui ne pourra jamais rembourser une dette publique qui étouffe son économie et auquel la Troïka inflige des plans de destruction sociale successifs depuis plus de 4 ans.

Pour engager, enfin, le bras de fer, tant de fois promis, avec Angela Merkel et la droite européenne. Ce serait autrement plus efficace que d'appeler au secours, comme le fait François Hollande, une Union européenne que l'on a renoncé à changer alors que les politiques d'austérité et de « réformes structurelles » ont montré et montrent leur nocivité partout en Europe.

Le gouvernement de Manuel Valls, toujours si prompt à rappeler les traités européens quand il s'agit d'exiger des sacrifices du salariat, devrait exiger que la Grèce puisse rester dans la zone euro, comme le souhaite Syriza, puisqu'aucune clause de ces traités ne prévoit la sortie d'un pays adhérent.

La restructuration des dettes publiques européennes est inéluctable : elles ne font qu'augmenter sous prétexte des politiques d'austérité qui devraient les faire diminuer. La restructuration de la dette publique grecque devrait être le coup d'envoi de la restructuration de toutes les autres dettes publiques des pays européens.

Alexis Tsipras remettait en cause, dans son entretien à Mediapart, en avril 2014, le bien fondé du TSCG, ce traité Merkel-Sarkozy que François Hollande s'était engagé à renégocier mais dont pas une ligne n'a été changée : « *Je ne vois pas pourquoi nous devons être d'accord avec les 3 % de déficit public, le ratio de 60 % du PIB pour la dette... sans considérer comme indicateur de viabilité les chiffres du chômage ou le niveau du salaire minimum* ». Quel gouvernement de gauche pourrait trouver à redire à cette déclaration ?

La mobilisation pour soutenir Syriza, de tous les citoyens qui veulent que l'Union européenne ne soit plus au service de la Finance mais de ses peuples est indispensable.